

# Manifeste des 160 ans de la CCIG

Pour la compétitivité de Genève

Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève



## Note méthodologique

Toutes les données utilisées dans ce document proviennent principalement de l'administration suisse (SECO, OFS, AFF) et genevoise (OCSTAT). Les données utilisées sont en principe les plus récentes disponibles.

Manifeste réalisé par la CCIG. Contact: [etudes@ccig.ch](mailto:etudes@ccig.ch)  
Décembre 2025

### © Copyright photos:

p6: Pixabay/Chiem Seherin, p8: UNIGE/Jacques Erard, p10: HEPIA/Jess Hoffman, p11: Geneva Graduate Institute, p13: Itten + Brechenbühl SA/Louis Brisset, p15: Health Support Care, p18: Geneva Health Forum, p19: Tribune de Genève/Yvain Genevay, p22: Unsplash/Paul Teysen, p24: AdobeStock/Yellow Boat, p26, 29: GenèveAéroport, p28: The\_fox\_alpinist, p30, 32, 34: Police cantonale genevoise, p37: Groupement Natif-État de Genève, p39: 20minutes/Marvin Ancian, p41: Freepik, p42: CCIG/Florence Ezanno, p45: Pixabay/softcodex, p49: Pixabay/ykaiaivu, p50–51: CCIG/Florence Ezanno.

# Table des matières

|   |           |
|---|-----------|
| Préface .....   | 5         |
| <b>PARTIE I</b>   |           |
| Les piliers de notre prospérité : des atouts à défendre absolument .....              | 6         |
| <b>1. SYSTÈME SCOLAIRE, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET INNOVATION .....</b>                | <b>8</b>  |
| Un système éducatif solide et inclusif .....  | 8         |
| Des filières post-obligatoires diversifiées et performantes .....                     | 9         |
| Des institutions d'excellence reconnues à l'international .....                       | 10        |
| L'innovation comme marque de fabrique .....   | 10        |
| Points de vigilance .....   | 11        |
| Sources .....   | 12        |
| <b>2. SYSTÈME DE SANTÉ .....</b>  | <b>13</b> |
| Un système de santé d'excellence .....  | 13        |
| Rôle essentiel des cliniques privées dans l'écosystème genevois .....                 | 14        |
| Maillage territorial solide .....   | 15        |
| Qualité clinique et prévention: Genève, une référence européenne .....                | 16        |
| Points de vigilance .....   | 16        |
| Sources .....   | 17        |
| <b>3. MARCHÉ DU TRAVAIL .....</b>   | <b>18</b> |
| Un bassin d'emploi métropolitain et international .....                               | 18        |
| Une main-d'œuvre hautement qualifiée, des entreprises formatrices .....               | 18        |
| Formation professionnelle: reprise confirmée .....                                    | 19        |
| Les multinationales, moteur d'emplois qualifiés et de formation .....                 | 19        |
| Points de vigilance .....   | 20        |
| Sources .....   | 21        |
| <b>4. RÉSILIENCE DU TISSU ÉCONOMIQUE .....</b>  | <b>22</b> |
| Un marché genevois diversifié .....   | 22        |
| Points de vigilance .....   | 23        |
| Sources .....   | 25        |
| <b>5. PRÉSENCE D'UN AÉROPORT INTERNATIONAL .....</b>                                  | <b>26</b> |
| L'aéroport de Genève: moteur de l'attractivité et de la compétitivité régionale ..... | 26        |
| Reprise du trafic aérien et importance des liaisons internationales .....             | 27        |
| Points de vigilance .....   | 27        |
| Sources .....   | 28        |

## PARTIE II

### Les points de rupture : nos vulnérabilités stratégiques ..... 30

#### 1. SÉCURITÉ ..... 32

Constats ..... 32

Propositions ..... 33

Sources ..... 34

#### 2. AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ..... 35

Constats ..... 35

Propositions ..... 36

Sources ..... 36

#### 3. INFRASTRUCTURES DE MOBILITÉ ..... 37

Constats ..... 37

Propositions ..... 40

Sources ..... 40

#### 4. CHARGE ADMINISTRATIVE ET DÉLAIS DE TRAITEMENT ..... 41

Constats ..... 41

Propositions ..... 43

Sources ..... 44

#### 5. FISCALITÉ ..... 45

Constats ..... 45

Propositions ..... 47

Sources ..... 47

### Conclusion : Agir aujourd'hui pour garantir la prospérité de demain ..... 48

#### LES 160 ANS DE LA CCIG ..... 50

# Préface

## Un canton à la croisée des chemins

Genève se trouve aujourd'hui dans une situation paradoxale. Pôle économique, diplomatique et académique de rang mondial, notre canton continue de s'appuyer sur des atouts fondamentaux qui ont forgé sa prospérité. Pourtant, sous cette façade d'excellence, des signes de fragilité alarmants se multiplient. Une charge administrative paralysante, une mobilité au bord de l'asphyxie, une insécurité grandissante et un fardeau fiscal record érodent chaque jour notre compétitivité et menacent notre attractivité à long terme.

Nous pouvons observer également l'affaiblissement de la Genève internationale qui est pourtant un pilier majeur de la prospérité de notre canton, comme l'a démontré une étude récente «sur l'impact du secteur internationale à Genève», menée par la Fondation pour Genève.

Face à ce constat et à l'occasion de son 160<sup>e</sup> anniversaire, la Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève (CCIG) a choisi de prendre ses responsabilités. Ce manifeste n'est pas une critique stérile, mais un diagnostic lucide et un appel à l'action. Il vise à objectiver le débat public en s'appuyant sur des faits et des chiffres incontestables, pour ensuite proposer une feuille de route pragmatique et déterminée.

Notre démarche se veut constructive et se décline en trois temps. Nous commencerons par mettre en lumière les piliers de notre réussite, ces forces exceptionnelles que nous devons absolument préserver. Nous analyserons ensuite, sans concession, les points de rupture qui freinent notre développement. Enfin, nous présenterons les propositions concrètes de la CCIG, un agenda de réformes pour bâtir une Genève durable.



Vincent Subilia

A handwritten signature in blue ink, consisting of a stylized 'V' followed by 'LL' and a colon.

directeur général de la CCIG  
Décembre 2025

## **PARTIE I**

### **Les piliers de notre prospérité : des atouts à défendre absolument**

La compétitivité de Genève ne doit rien au hasard. Elle est le fruit d'un écosystème d'excellence construit sur plusieurs décennies, un capital précieux que nous avons le devoir de protéger et de renforcer. Avant d'aborder les menaces qui pèsent sur notre canton, il est stratégique de comprendre les atouts fondamentaux qui constituent le socle de notre attractivité.









## 1. SYSTÈME SCOLAIRE, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET INNOVATION

### Un système éducatif solide et inclusif

Genève s'appuie sur un système éducatif public reconnu pour sa qualité et son ouverture, offrant un enseignement obligatoire gratuit et universel, fondé sur l'égalité des chances.

Les résultats du Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA 2022, OCDE/OFS) confirment la solidité du système suisse: la Suisse se situe dans le peloton de tête européen, avec des résultats supérieurs à la moyenne de l'OCDE en mathématiques et en sciences (14<sup>e</sup> rang mondial dans ces deux disciplines).

L'école genevoise se distingue également par une offre différenciée et des passerelles multiples vers la formation post-obligatoire. La qualité de la formation de base garantit un haut niveau de compétences fondamentales, indispensable à un marché du travail exigeant et internationalisé.



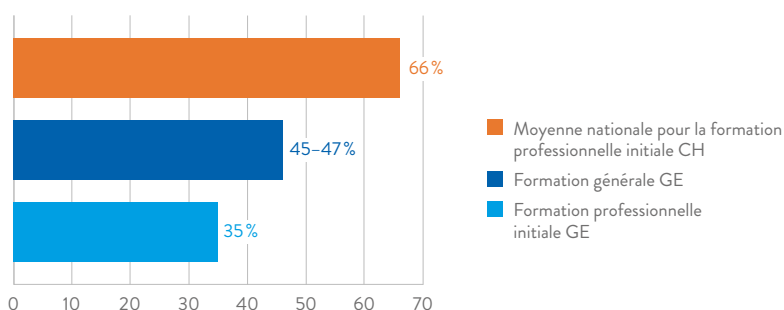
## Des filières post-obligatoires diversifiées et performantes

Le canton propose une gamme complète de filières post-obligatoires, de la maturité gymnasiale à la formation professionnelle duale.

Environ 45 à 47 % des jeunes Genevois s'orientent vers une formation générale menant à l'université ou aux hautes écoles (OCSTAT 2024), tandis qu'une part croissante opte pour la formation professionnelle.

À Genève, environ 35 % des jeunes sont inscrits dans une formation professionnelle initiale, contre 66 % en moyenne nationale (OFS, Formation professionnelle initiale, édition 2024, données 2022). Ce taux reflète la structure du système genevois, davantage orienté vers les filières générales et gymnasiales.

Pourcentage de jeunes inscrits en formation en 2024



Le Département de l'instruction publique, de la formation et de la jeunesse (DIP Genève) fait état d'une progression de +9,5 % de nouveaux contrats d'apprentissage en 2023, atteignant 2 570 contrats, un record sur vingt ans. Cette évolution, soutenue par les politiques cantonales et l'engagement des entreprises, traduit un rééquilibrage progressif entre formation générale et formation duale.

+9,5 %  
nouveaux  
contrats  
d'apprentissage  
en 2023

Les écoles de commerce, techniques et professionnelles jouent un rôle essentiel dans le tissu économique local en formant les spécialistes de la maintenance, de la santé, de l'hôtellerie et de la gestion qui soutiennent la compétitivité des entreprises genevoises.



## Des institutions d'excellence reconnues à l'international

Le pôle académique genevois figure parmi les plus performants d'Europe. L'Université de Genève (UNIGE) se classe entre la **101<sup>e</sup>** et la **150<sup>e</sup> place mondiale** (ARWU 2024), **128<sup>e</sup>** (QS 2025) et **149<sup>e</sup>** (Times Higher Education 2025), confirmant sa réputation dans les domaines du droit, des sciences de la vie, de la physique et des relations internationales, tout comme l'institut de hautes études internationales et du développement (IHEID).

L'École polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL), classée **18<sup>e</sup> au monde** (QS 2025), joue un rôle majeur à Genève à travers ses antennes du Campus Biotech et du Campus Battelle, en collaboration avec l'UNIGE, la HES-SO et les institutions internationales.

La HES-SO Genève, qui regroupe six hautes écoles (HEG, HEAD, HETS, HEPIA, HEdS, HEM), forme plus de **7 000** étudiantes et étudiants dans des domaines appliqués à forte valeur économique: ingénierie, santé, management, art et design (rapport HES-SO 2023). Cette offre académique diversifiée contribue à l'attractivité du territoire et alimente en continu le marché du travail en diplômés hautement qualifiés.

## L'innovation comme marque de fabrique

Genève et la région lémanique figurent parmi les régions **les plus innovantes d'Europe**, selon le Regional Innovation Scoreboard 2024 de la Commission européenne, qui classe la région «Lemanic (CH01)» dans la catégorie des Innovation Leaders.

Cette performance s'appuie sur une forte densité de recherche publique et privée: laboratoires de l'UNIGE, instituts de l'EPFL, start-ups issues des hautes écoles et collaborations industrielles soutenues par Innosuisse, la Fongit, le Campus Biotech et favorisées par le plan directeur de l'innovation 2025–2027 du département de l'économie et de l'emploi (DEE) du canton de Genève.

Les institutions académiques genevoises collaborent étroitement avec les entreprises, les organisations internationales et les ONG pour développer des solutions dans les domaines de la santé, de la transition énergétique, de l'intelligence artificielle et des technologies quantiques.

Cette dynamique fait de Genève un pôle d'innovation appliquée reconnu, où la recherche scientifique se traduit concrètement en applications économiques et sociales.

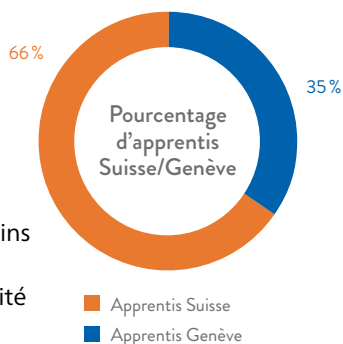
### Points de vigilance

Du point de vue de la performance scolaire, les résultats suisses de PISA 2022 montrent une baisse moyenne de **10** points en mathématiques et de **15** en lecture par rapport à 2018, ce qui souligne la nécessité de renforcer les compétences de base.

Du côté de la formation duale, la part de l'apprentissage, bien qu'en hausse, demeure faible à Genève (**35%**) par rapport à la moyenne nationale (**66%**).

En matière d'innovation et d'entrepreneuriat, les conditions-cadres devraient mieux intégrer les besoins spécifiques des start-up, notamment en matière de financement, d'accès à des locaux adaptés, de fiscalité et d'accès aux talents internationaux.

Enfin, il convient de rester attentif à la pénurie d'enseignants spécialisés: les indicateurs OCSTAT/DIP 2024 confirment des tensions de recrutement dans certaines disciplines scientifiques et technologiques, sans chiffre consolidé public.



## Sources

1. Office fédéral de la statistique (OFS), PISA 2022: compétences des élèves en lecture, mathématiques et sciences.
2. Office cantonal de la statistique (OCSTAT), Enseignement obligatoire et post-obligatoire à Genève, édition 2024.
3. Office fédéral de la statistique (OFS), Formation professionnelle initiale, édition 2024 (données 2022).
4. Département de l'instruction publique, de la formation et de la jeunesse (DIP Genève), Communiqué «Hausse historique de l'apprentissage», 27 janvier 2024.
5. Université de Genève (UNIGE), Rapport annuel, 2024.
6. École polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL), Classements et activités à Genève, 2024.
7. Haute école spécialisée de Suisse occidentale (HES-SO Genève), Rapport d'activité, 2023.
8. Classement académique des universités mondiales (ARWU 2024), 2024.
9. QS *World University Rankings*, 2025.
10. Times Higher Education World University Rankings, 2025.
11. Commission européenne, *Regional Innovation Scoreboard 2024: Regional Innovation Index*, 2024.
12. Innosuisse, Rapport d'activité, 2023.
13. Fongit, Rapport d'impact, 2024.
14. Campus Biotech Geneva, Présentation institutionnelle, 2024.
15. Office cantonal de la statistique (OCSTAT) / Département de l'instruction publique, de la formation et de la jeunesse (DIP Genève), Indicateurs du personnel enseignant, édition 2024.



## 2. SYSTÈME DE SANTÉ

### Un système de santé d'excellence

En Suisse, la santé relève d'une compétence partagée: la Confédération fixe le cadre légal et financier, les cantons organisent les soins et garantissent leur qualité. Ce modèle fédéral, alliant autonomie et coordination, a permis à la Suisse de bâtir l'un des systèmes de santé les plus performants au monde. À Genève, cette organisation prend toute sa dimension.

Le canton dispose d'un réseau de soins exceptionnel par sa densité, sa diversité et sa complémentarité: un hôpital universitaire de réputation mondiale, des cliniques privées spécialisées, une médecine libérale dynamique, et un dispositif public d'accompagnement et de soins à domicile. Ensemble, ces acteurs constituent un système cohérent, accessible et innovant, au service de la population.

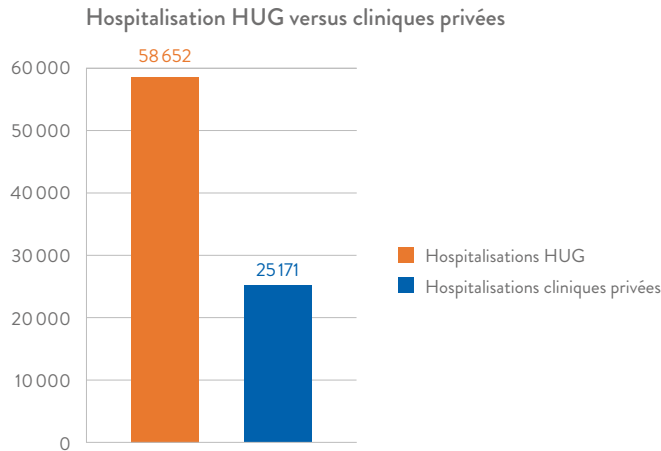
Un bon système de santé ne se résume pas à la qualité des soins hospitaliers. Il se mesure à travers plusieurs critères universellement reconnus: l'accessibilité, la qualité clinique et humaine, la protection financière, l'efficience, la prévention, et la gouvernance. Sur ces six dimensions, la

Suisse se situe parmi les pays les plus performants. Elle figure au 5<sup>e</sup> rang mondial de l'indice d'efficacité Bloomberg 2024 et au 1<sup>er</sup> rang du World Index of Healthcare Innovation, confirmant la solidité de son modèle. Trois établissements helvétiques se classent dans le Top 100 mondial du classement Newsweek 2025, dont les Hôpitaux universitaires de Genève (HUG), au 53<sup>e</sup> rang mondial. Ces résultats s'appuient sur un haut niveau de formation, une technologie médicale de pointe et une culture de la qualité profondément ancrée. Mais cette excellence a un prix: les dépenses de santé atteignent 11,8 % du PIB, et la charge financière des ménages demeure l'une des plus élevées d'Europe.



### Rôle essentiel des cliniques privées dans l'écosystème genevois

Genève illustre cette dualité entre excellence et pression structurelle. En 2023, le canton a enregistré 83 823 hospitalisations, dont 58 652 aux HUG et 25 171 dans les cliniques privées, soit près d'un tiers de la charge cantonale assurée par le secteur privé. Les HUG totalisent près de 600 000 journées de soins pour un taux d'occupation proche de 90 %, traduisant un engagement constant mais aussi une saturation quasi permanente. Les cliniques privées, La Tour, les Grangettes, Générale Beaulieu, La Colline, Vert-Pré assurent environ 15 % des journées d'hospitalisation et 31 % des consultations ambulatoires, contribuant à fluidifier le système. Leur durée moyenne de séjour est de 4 à 5 jours, contre 7 à 8 jours aux HUG, et leur Casemix Index avoisine 1,0, signe qu'elles prennent également en charge des cas complexes.







L'Hôpital de La Tour, seul établissement privé de Suisse romande à disposer d'urgences 24h/24 et de soins intensifs, accueille chaque année plus de 400 000 consultations et fonctionne désormais à 74 % de taux d'occupation. Les Grangettes et Générale Beaulieu couvrent la chirurgie, l'obstétrique et la maternité, tandis que La Colline se distingue dans l'orthopédie et la rééducation. L'ensemble forme une offre privée équivalente, en volume, à un hôpital cantonal complet: un maillon essentiel pour éviter la congestion du réseau public.

### Maillage territorial solide

Mais la force du système genevois ne se limite pas à ses hôpitaux. Les médecins de ville, cabinets infirmiers, physiothérapeutes, pharmaciens ou psychologues, très nombreux à Genève, l'Association des Médecins du Canton de Genève réunit plus de 3 000 praticiens libéraux qui jouent un rôle décisif dans la prévention, la prise en charge précoce et la continuité des soins. Ce maillage territorial est indispensable pour désengorger les urgences et répondre rapidement aux besoins locaux. De plus, les Institutions genevoises de maintien à domicile (IMAD) assurent un accompagnement de masse: en 2023, elles ont délivré 720 214 heures de soins à domicile à 17 851 personnes, soit une progression de 3,3 % par rapport à l'année précédente. En 2021 déjà, elles avaient assuré 676 040 heures de soins pour 12 608 bénéficiaires. Ces chiffres témoignent de l'ampleur du rôle social et sanitaire que joue l'IMAD, en alliant proximité, continuité et efficacité.

## Qualité clinique et prévention : Genève, une référence européenne

Sur le plan de la qualité clinique, Genève fait figure de référence.

Le taux de satisfaction des patients atteint **97 %** aux HUG, et le canton bénéficie d'une espérance de vie parmi les plus élevées d'Europe. La mortalité évitable y est inférieure à la moyenne nationale. La prévention reste un pilier du modèle genevois :

**71 %** des habitants consultent un médecin de famille chaque année, **40 %** des femmes participent à un dépistage du cancer du sein et le taux de vaccination contre la grippe s'élève à **20,2 %**, supérieur à la moyenne suisse. Ces résultats démontrent une politique de santé publique cohérente et une population globalement sensibilisée à sa propre santé.

**97 %**  
des patients  
des HUG  
sont satisfaits

### Points de vigilance

Pour autant, plusieurs défis persistent. Le coût du système pèse lourdement sur les ménages : les primes d'assurance maladie à Genève figurent parmi les plus élevées de Suisse, et une partie de la population renonce encore à certains soins. La pénurie de personnel soignant qualifié, aggravée par la dépendance à la main-d'œuvre frontalière, menace la continuité du service. Le canton devra poursuivre ses efforts pour rendre les métiers du soin plus attractifs, en particulier à l'hôpital et dans les structures communautaires. La prévention primaire doit également être renforcée, notamment dans les domaines de la santé mentale, de l'alimentation et du vieillissement actif. Enfin, la transition numérique avance trop lentement : le dossier électronique du patient reste sous-utilisé, freinant la coordination entre hôpital, cliniques, cabinets et soins à domicile.

Genève a toutes les cartes en main pour relever ces défis. Son système repose sur des institutions solides, une culture médicale d'excellence et un réseau de proximité exceptionnel. L'avenir consistera à préserver la complémentarité entre les HUG, parfois coûteux, les cliniques privées, les professions libérales et l'IMAD, à maîtriser les coûts sans affaiblir la qualité, et à renforcer la prévention comme levier de santé publique.

Le système de santé genevois est plus qu'un modèle de soins : c'est une architecture d'équilibre. Il conjugue rigueur scientifique, solidarité sociale et liberté individuelle. Dans un monde où de nombreux systèmes peinent à allier performance et humanité, Genève prouve qu'un territoire peut encore offrir les deux. Ce modèle de partenariat public/privé mérite d'être défendu, consolidé et projeté vers l'avenir.

## Sources

1. World Health Network. *Bloomberg's Global Health Index for 2024*. Los Angeles (CA): WorldHealth.net; 2024.
2. Foundation for Research on Equal Opportunity. *Switzerland #1 in the 2024 World Index of Healthcare Innovation*. Austin (TX): FREOPP; 2024.
3. Switzerland Global Enterprise. *World's Best Hospitals 2025 – Swiss hospitals rank among the world's best*. Zurich: S-GE; 2025.
4. KOF Swiss Economic Institute. *Health expenditures forecast: healthcare costs expected to rise to 12 percent of GDP in 2024*. Zurich: ETH Zürich; 2024.
5. Office fédéral de la statistique (OFS). *Chiffres-clés des hôpitaux suisses 2023: données agrégées par établissement*. Berne: OFS; 2024.
6. République et canton de Genève. *Projet de loi PL 13475: Rapport du Conseil d'État sur les prestations de l'Institution genevoise de maintien à domicile (IMAD) – Exercice 2023*. Genève: Grand Conseil; 2024.
7. Observatoire suisse de la santé (Obsan), Office fédéral de la statistique (OFS). *Enquête suisse sur la santé 2022: résultats pour le canton de Genève*. Bulletin Obsan 2/2024. Neuchâtel: Obsan; 2024.
8. Office fédéral de la santé publique (OFSP). *Primes moyennes de l'assurance obligatoire des soins par canton et catégorie d'âge, 2024*. Berne: OFSP; 2023.
9. Swiss Academy of Health Sciences (SAGES). *Forgoing Healthcare in Switzerland: Economic and Social Determinants*. Lausanne: SAGES; 2022.
10. OFSP (2016). *La prévention du suicide en Suisse. Contexte, mesures à prendre et plan d'action*. Berne: Office fédéral de la santé publique.
11. Grand Conseil de la République et canton de Genève M 2986-A – *Rapport de la commission de la santé chargée d'étudier la proposition de motion de Jennifer Conti*.



### 3. MARCHÉ DU TRAVAIL

#### Un bassin d'emploi métropolitain et international

Le canton de Genève s'appuie sur un bassin de plus d'un million de personnes actives, en y incluant le Genevois français. Indispensable pour une économie qui a depuis longtemps dépassé ses limites démographiques, ce bassin complète un marché local où l'on compte  $\approx 1,76$  emploi pour 1 actif résidant. Cette dynamique offre aux entreprises un vivier de compétences élargi et renforce l'intégration du marché du travail genevois dans un contexte européen.

#### Une main-d'œuvre hautement qualifiée, des entreprises formatrices

Genève se distingue par un haut niveau de qualification et une progression rapide des diplômes supérieurs: le nombre de résidents titulaires d'un diplôme de haute école est passé de 86 118 à 123 011 entre 2010 et 2020 (+43 %), avec un taux supérieur à la moyenne suisse (analyse IREG, OFS/OCSTAT). En 2021, 33,8 % de la population genevoise détient un diplôme de haute école (contre 32,7 % en Suisse).

+43 %  
nombre de  
résidents titulaires  
d'un diplôme  
de haute école

De plus, des atouts comme la qualité de vie et des salaires élevés permettent aux entreprises genevoises de recruter des spécialistes à travers toute l'Europe et même au-delà, renforçant ainsi leur capacité d'innovation et leur ouverture internationale.

Côté entreprises, l'enquête conjoncturelle CCIG (printemps 2025) montre un engagement massif pour la montée en compétences: **84 %** proposent de la formation interne ou externe, **37 %** forment des apprentis, et un quart participent à des programmes d'insertion (OCE, AI, Hospice). Cela renforce l'employabilité et consolide la capacité d'adaptation du tissu économique.

### Formation professionnelle : reprise confirmée

La formation duale demeure proportionnellement moindre à Genève que dans le reste du pays, mais la trajectoire est favorable: **2 570** contrats d'apprentissage ont été signés en 2023 (**+9,5 %** sur un an, record en **20** ans) confirmant le redressement de la voie professionnelle dans le canton.

### Les multinationales et la Genève internationale moteurs d'emplois qualifiés et de formation

Genève abrite l'une des plus fortes concentrations de sièges internationaux et d'entreprises multinationales au monde: plus de **350** groupes étrangers y ont établi leur siège ou un centre régional. Cette présence soutient plus de 76 000 emplois directs et près du double en emplois indirects.



Les multinationales sont un pilier du marché du travail genevois: elles attirent des talents hautement qualifiés, favorisent la mobilité internationale et diffusent des standards élevés de formation et de durabilité. Elles renforcent la demande pour des profils spécialisés dans la finance, la logistique, la santé, les sciences de la vie, l'énergie et la diplomatie économique, domaines où Genève dispose déjà d'un avantage comparatif.

Nombre d'entre elles collaborent avec les hautes écoles (UNIGE, HEG, HES-SO, EPFL, HEPIA) et les centres de recherche pour développer des programmes conjoints, accueillir des apprentis et soutenir la reconversion professionnelle. Ces partenariats contribuent à diffuser les compétences technologiques et managériales au sein du tissu économique local, y compris parmi les PME et start-ups innovantes.

Cette présence internationale constitue enfin un puissant vecteur d'attractivité: par leurs réseaux mondiaux et leurs standards salariaux, les multinationales consolident la réputation de Genève comme pôle d'excellence économique et de qualité de vie, capable d'attirer des experts et leurs familles depuis l'Europe et au-delà.

### Points de vigilance

L'accès aux talents extra-européens pour certaines compétences critiques peut être difficile. En effet, le recrutement de profils hors UE/AELE implique des procédures administratives longues et coûteuses, pouvant retarder l'intégration en entreprise.

Il peut être plus laborieux pour les jeunes d'intégrer le marché du travail. En effet, la réduction de l'offre de stages (constatée par 32% des entreprises offrant des stages, lors de l'enquête conjoncturelle de printemps de la CCIG), en partie liée à l'introduction du salaire minimum, peut freiner l'intégration au premier emploi. Un assouplissement de l'application du salaire minimum serait donc bénéfique. La crise de la Genève internationale va également augmenter le nombre de profils utiles au marché qu'il conviendra de conserver. D'une manière plus générale, il conviendra de se battre pour conserver un pôle d'excellence fort autour de la Genève internationale.

Il convient également d'adapter l'offre de compétences pour renforcer les reconversions et résorber l'inadéquation entre compétences existantes et requises, et augmenter la formation dans les filières structurellement sous tension (techniques, ingénierie, production, informatique).



Enfin, le chômage à Genève est parmi les plus élevés du pays: 4,9 % en septembre 2025 (contre 2,8 % en Suisse), ce qui plaide en faveur de la nécessité de renforcer les passerelles formation-emploi et la formation continue ciblée.

## Sources

1. Office cantonal de la statistique (OCSTAT), Population active résidente et emploi selon le lieu de travail, Genève, 2022.
2. Office fédéral de la statistique (OFS), Statistique structurelle des entreprises (STATENT), édition 2023.
3. Office fédéral de la statistique (OFS)/Office cantonal de la statistique (OCSTAT), Population de 25 ans et plus selon le niveau de formation atteint, Recensement 2021.
4. Institut de recherche et de documentation pédagogique (IREG), Analyse de l'évolution du niveau de formation à Genève 2010–2020.
5. Département de l'instruction publique, de la formation et de la jeunesse (DIP Genève), Communiqué «Hausse historique dans le domaine de l'apprentissage à Genève», 27 janvier 2024.
6. Office pour l'orientation, la formation professionnelle et continue (OFPC), Statistiques cantonales de l'apprentissage, 2023.
7. Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève (CCIG), Enquête conjoncturelle de printemps 2025.
8. Office cantonal de l'emploi (OCE), Assurance-invalidité (AI), Hospice général – Programmes d'insertion professionnelle, données 2024.
9. UBS, Indicateur de compétitivité des cantons suisses, édition 2025.
10. Office fédéral de la statistique (OFS), Recensement des entreprises étrangères en Suisse, 2023.
11. Office cantonal de la statistique (OCSTAT), Compte satellite des entreprises à capitaux étrangers, Genève, 2024. Genève internationale (Canton et Confédération) – Les entreprises multinationales à Genève, 2024.
12. Secrétariat d'État à l'économie (SECO) / Office cantonal de la statistique (OCSTAT), Taux de chômage harmonisé, septembre 2025.



## 4. RESILIENCE DU TISSU ECONOMIQUE

### Un marché genevois diversifié

Sur le plan macroéconomique, le canton de Genève se distingue par deux atouts majeurs, une diversification de son secteur économique et une diversification de ses exportations.

Selon l'indicateur de compétitivité des cantons, établi par UBS, Genève présente une diversification sectorielle légèrement supérieure à celle de la moyenne suisse. Cette diversité renforce la stabilité de l'économie régionale et limite sa dépendance à quelques produits ou marchés spécifiques.

D'après l'office cantonal de la statistique, en 2024, les exportations genevoises se sont principalement concentrées autour de trois secteurs clés: l'horlogerie, la bijouterie et les produits chimiques, qui totalisent au total 92 % de la valeur exportée du canton.

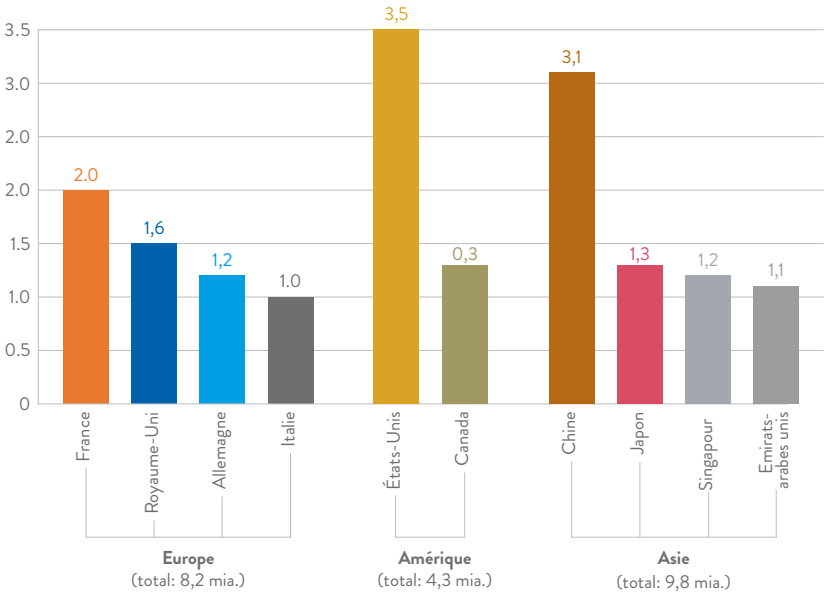
Toujours selon l'indicateur de compétitivité, Genève se distingue également par une diversification de ses débouchés à l'international nettement supérieure à la moyenne suisse. Le canton ne dépend donc pas d'un seul

marché, contrairement à d'autres régions fortement liées aux marchés américain ou européen. Cette ouverture réduit les risques liés aux fluctuations économiques ou à l'instauration soudaine de barrières douanières.

Ces deux éléments confèrent à Genève une capacité d'amortissement des chocs économiques supérieure à celle de la plupart des autres cantons. Fortement tournée vers l'extérieur, **Genève est le deuxième canton exportateur de Suisse**. La valeur totale des exportations genevoises a atteint **23 milliards de francs**, en 2024.

2<sup>e</sup>  
Genève est  
le 2<sup>e</sup> canton  
exportateur  
de Suisse

Exportations genevoises en 2024<sup>1</sup> (en milliards de francs)



### Points de vigilance

Bien que le tissu économique genevois demeure globalement résilient, la valeur des exportations a enregistré une baisse de **0,9 %** entre 2023 et 2024.

Cette tendance pourrait se poursuivre en 2025, notamment en raison de la mise en place des droits de douane américains qui se sont étendus sur une grande partie de l'année. Il est donc possible que les États-Unis ne demeurent pas le premier marché d'exportation, hors EU, pour Genève à l'avenir.

<sup>1</sup> Ne comprend pas l'or.



Face au blocage du multilatéralisme et à la montée du protectionnisme, la conclusion d'accords commerciaux bilatéraux ou régionaux apparaît comme l'outil le plus efficace pour préserver un accès libre et équitable aux marchés internationaux. Pour Genève, il est donc indispensable que la Suisse renforce ses relations économiques bilatérales, ainsi qu'en témoigne l'entrée en vigueur, le 1<sup>er</sup> octobre 2025, de l'accord de partenariat avec l'Inde.

Dès lors, il convient de soutenir l'approbation de l'accord de libre-échange avec le **MERCOSUR** conclu en septembre 2025 par le Conseil fédéral (sera examiné par le Parlement en 2026). Cet accord permettrait à **96 %** des exportations suisses vers le Mercosur d'être exemptées de droits de douane.

Du côté asiatique, il est essentiel d'optimiser l'accord de libre-échange existant avec la **Chine**. Avec 3,1 milliards de francs d'exportations en 2024, la Chine constitue le deuxième marché genevois.

En outre, il convient également d'approuver l'accord conclu par le Conseil fédéral en juin 2025 avec la **Malaisie**. Le commerce bilatéral entre la Suisse et la Malaisie atteignait **2,3** milliards de francs en 2024.

Enfin, la consolidation des relations avec l'**Union européenne** semble absolument indispensable. La stabilisation et le renforcement des échanges avec l'UE grâce au paquet des Bilatérales III est une condition sine qua non afin de garantir la compétitivité de la place économique genevoise et de préserver l'accès au marché européen.

#### Sources

1. UBS, indicateur de compétitivité des cantons, 2025.
2. Office cantonal de la statistique. Le commerce extérieur du canton de Genève en 2024, 2025.





## 5. PRÉSENCE D'UN AÉROPORT INTERNATIONAL

### L'aéroport de Genève : moteur de l'attractivité et de la compétitivité régionale

L'aéroport de Genève joue un rôle essentiel dans le dynamisme économique de la région. Sa proximité avec le centre-ville, à moins de dix minutes en train, constitue un atout rare en Europe : elle favorise la fluidité des échanges, l'attractivité du territoire et la compétitivité des entreprises locales. Pour la Genève internationale, la connexion rapide entre l'aéroport et les différentes institutions facilite la venue de diplomates, de chercheurs et d'experts du monde entier. Sur le plan économique, l'aéroport soutient directement des milliers d'emplois et contribue à la prospérité du bassin lémanique en reliant Genève aux grands centres d'affaires et de décision mondiaux. En alliant accessibilité, efficacité et ouverture sur le monde, l'aéroport incarne la vocation de Genève : une ville-carrefour, au cœur de l'Europe, où se rencontrent économie, diplomatie et innovation. En 2024, la desserte de Genève Aéroport comptait **146** destinations, ce qui démontre l'importance de l'aéroport pour connecter notre région au reste du monde.



## Reprise du trafic aérien et importance des liaisons internationales

Le rapport annuel 2024 de Genève Aéroport confirme la reprise du transport aérien, avec **17,8** millions de passagers, soit une hausse de **8 %** par rapport à 2023, retrouvant ainsi les niveaux d'avant 2019. Le fret aérien connaît lui aussi une forte dynamique, atteignant 92 615 tonnes (**+39,3 %**), soit le deuxième meilleur résultat de l'histoire de la plateforme.

**+ 39,3 %**  
deuxième  
meilleur résultat  
de l'histoire de  
la plateforme

Concernant les destinations, Londres occupe la première place, tandis que Dubaï est la principale destination non européenne. Ces liaisons illustrent la pertinence économique du réseau de Genève Aéroport: en 2023, le volume des échanges de marchandises entre la Suisse et le Royaume-Uni s'élevait à **12,3** milliards de francs. Pour le canton de Genève, le Royaume-Uni est le deuxième partenaire commercial européen, après la France, avec **1,6** milliard de francs d'exportations en 2024 (OCSTAT). Les Émirats arabes unis, quant à eux, représentent **1,1** milliard de francs d'exportations genevoises en 2024.

Cependant, depuis le début de l'année 2025, l'aéroport enregistre une légère baisse de fréquentation (**-0,36 %**), alors que le trafic continue de croître à Bâle-Mulhouse et à Zurich-Kloten. Cette diminution pourrait résulter de la crise touchant les organisations internationales, certaines d'entre elles ayant réduit leurs budgets de déplacement. Les effets de cette tendance pourraient s'accroître en 2026, avec un impact notable sur l'écosystème économique genevois, en particulier le secteur hôtelier, qui a déjà subi une baisse de **15 à 20 %** des nuitées ces derniers mois et exprime de vives inquiétudes pour l'avenir.

## Points de vigilance

Bien que Genève Aéroport ait retrouvé ses niveaux d'avant-COVID, la situation de la Genève internationale pourrait, à terme, influencer négativement le trafic passagers.

La compagnie Swiss a décidé, le 29 octobre 2025, de réduire le nombre de ses vols court-courrier au départ de Genève Aéroport dès l'été 2026, au détriment de Zurich. Swiss ne proposera plus que **29** destinations régionales, contre **40** destinations actuellement.

Par ailleurs, depuis le Brexit, les ressortissants britanniques ne sont plus considérés comme citoyens de l'UE ou de l'AELE, mais comme ressortissants

d'un État tiers. Pourtant, l'aéroport de Genève accueille environ 180 000 passagers britanniques par mois, sans qu'un renforcement significatif des effectifs douaniers ait été opéré depuis 2020. Cette situation engendre une augmentation des temps d'attente, ce qui nuit à l'image de qualité et d'efficacité de l'aéroport. L'association AERIA+ a d'ailleurs alerté les autorités fédérales en début d'année, en demandant que les ressortissants britanniques puissent utiliser les portiques automatiques *Automated Border Control*, afin d'accélérer le traitement des passagers et de réduire les files d'attente.

Afin de conserver une attractivité élevée de Genève et sa région, il convient donc d'établir une liaison directe entre Genève et le Japon, deuxième marché asiatique pour le canton, représentant 1,3 milliard de francs d'exportations en 2024 (OCSTAT).

Par ailleurs, une mise en place d'une ligne directe entre Genève et Singapour, troisième marché asiatique d'exportation pour Genève avec 1,2 milliard de francs d'exportations en 2024 (OCSTAT), après la Chine et le Japon semble également nécessaire.

#### Sources

1. Genève Aéroport, Rapport annuel 2024, 2025.
2. Département fédéral des affaires étrangères, Relations bilatérales Suisse-Royaume-Uni, 2025.
3. Office cantonal de la statistique, le commerce extérieur du canton de Genève en 2024, 2025.
4. Le Temps, La crise de la Genève internationale frappe aussi Cointrin, 2025.





## PARTIE II

### Les points de rupture : nos vulnérabilités stratégiques

Malgré ses forces indéniables, Genève est freinée par des handicaps sévères et croissants qui érodent sa compétitivité et sa qualité de vie. L'excellence de notre écosystème ne peut plus compenser les coûts et les blocages générés par des défaillances structurelles profondes. Cette section dresse un diagnostic sans concession des défis les plus critiques qui exigent une action immédiate.









## 1. SÉCURITÉ

### Constats

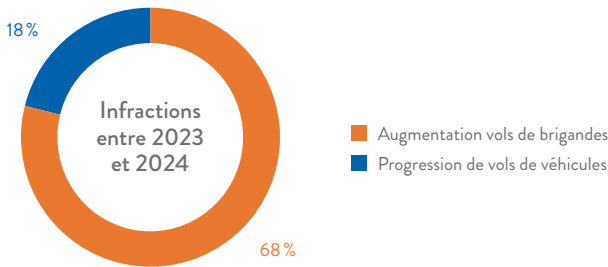
Depuis plusieurs mois, la situation sécuritaire à Genève se détériore. Les cas de *home-jacking* se multiplient, atteignant en 2024 un record de 13 cas recensés. L'année 2025 s'inscrit dans une tendance similaire. Les victimes sont le plus souvent des personnes âgées, et/ou fortunées, ces actes sont fréquemment attribués à des bandes organisées étrangères. Les communes de Pregny-Chambésy, Collonge-Bellerive et Vandœuvres ont été particulièrement touchées ces derniers mois.

Une étude réalisée par AXA confirme cette tendance: depuis 2019, le risque d'être victime d'un cambriolage dans le canton de Genève est plus de deux fois supérieur à la moyenne nationale. En une année, on y a dénombré 8,5 cambriolages pour 1 000 ménages, un taux particulièrement élevé à l'échelle suisse.

Par ailleurs, le Rapport annuel 2024 de l'Office fédéral de la statistique (OFS) sur les infractions enregistrées par la police confirme également cette dégradation de la sécurité à Genève. Entre 2023 et 2024, les cas de

brigandage ont augmenté de 68 % dans le canton, tandis que les vols de véhicules ont progressé de 18 %. Dans les deux cas, les taux genevois dépassent largement la moyenne nationale.

Au vu de ces éléments, il apparaît primordial de prendre des mesures concrètes et rapides afin de renforcer la sécurité à Genève, dans un contexte de hausse des infractions susceptible de porter atteinte à l'image du canton en tant que lieu sûr, attractif et accueillant.



## Propositions

- Renforcer immédiatement la présence opérationnelle sur le terrain pour lutter contre le *home-jacking*, en redéployant les effectifs et, si nécessaire, en confiant la sécurisation de certains événements à des prestataires privés agréés.
- Mettre en place le système de Recherche automatisée de véhicules et surveillance du trafic (RVS), basé sur des caméras de lecture automatique des plaques d'immatriculation, en vue d'identifier les véhicules faisant l'objet de recherches. Ce système est déjà en usage en Suisse, notamment à Berne où il a apporté la démonstration de son utilité, avec environ 150 résultats positifs enregistrés chaque mois.
- Faciliter les projets de vidéo-surveillance dans les communes qui le souhaitent. Il convient par ailleurs d'étendre les contrats locaux de sécurité en collaboration avec les polices municipales.
- Renforcer les moyens et les compétences des polices municipales, afin qu'elles puissent réagir rapidement face à la hausse des actes de violence, et partiellement compenser le manque d'effectifs au sein de la police cantonale.



## Sources

1. Tribune de Genève, À Genève, les «*home-jackings*» ont pris le pas sur les gros braquages, 2025.
2. Tribune de Genève, Une vague de violents home-jackings inquiète des communes, 2025.
3. AXA, Hausse des cambriolages: régions et périodes les plus ciblées, 2025.
4. Office fédéral de la statistique, Statistique policière de la criminalité, 2025.





## 2. AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

### Constats

Les processus de planification territoriale peinent à intégrer les entreprises comme des acteurs à part entière. Cela s'explique par le décalage entre les cycles économiques, souvent de nature court terme, et ceux de l'aménagement, qui sont de nature plus long terme. Pourtant, notamment à Genève, c'est la dynamique de création d'emplois qui conditionne les autres affectations du sol (logement, équipements, mobilité, etc.). Il est donc essentiel de donner une voix aux entreprises dans ces processus, notamment via les faîtières économiques.

Il est également nécessaire de mieux anticiper les secteurs qui vont croître ou décliner dans les prochaines décennies. Les entreprises doivent pouvoir accéder à de nouvelles surfaces pour créer, s'implanter et se développer, afin de préserver la diversité économique du canton.

Par ailleurs, pour intégrer pleinement les besoins des entreprises dans la planification territoriale, il ne suffit pas de considérer uniquement la demande en main-d'œuvre, mais il est aussi indispensable de prendre en compte les surfaces occupées par les activités économiques.

Enfin, entre 2030 et 2040, la croissance démographique du canton de Genève est estimée à 51 000 personnes, ce qui nécessitera environ 25 000 logements supplémentaires. Par ailleurs, Genève compte actuellement quatre emplois pour trois actifs résidant sur son territoire. Pour répondre aux besoins de l'économie, il est donc essentiel de réduire le déséquilibre entre le nombre d'emplois disponibles et l'offre de logements. Un meilleur équilibre permettrait notamment de rapprocher les lieux de vie des lieux de travail, contribuant ainsi à limiter les flux pendulaires et à réduire la pression sur les infrastructures de mobilité.

## Propositions

- Mettre en place un observatoire de l'usage du sol par secteur économique, afin de:
  1. Établir un état des lieux précis de la consommation d'espace selon les secteurs,
  2. Construire des scénarios d'évolution des besoins des entreprises.Dans un territoire aussi restreint que Genève, cet observatoire permettrait également de mieux cibler les entreprises que le canton souhaite attirer sur son territoire.
- Simplifier et accélérer les procédures d'autorisation de construire, devenues excessivement longues et complexes. À Genève, il faut en moyenne 500 jours pour obtenir un permis de construire, contre 140 jours en moyenne au niveau national.
- Densifier les zones de développement afin d'optimiser le nombre de logements.

## Sources

1. Département du territoire, Bilan intermédiaire du plan directeur cantonal 2030, 2025.
2. Bilan, Genève, pire canton pour l'obtention d'un permis de construire, 2023.
3. Banque cantonale de Zurich, Comparatif intercantonal des délais d'autorisation de construire, 2023.



### 3. INFRASTRUCTURES DE MOBILITÉ

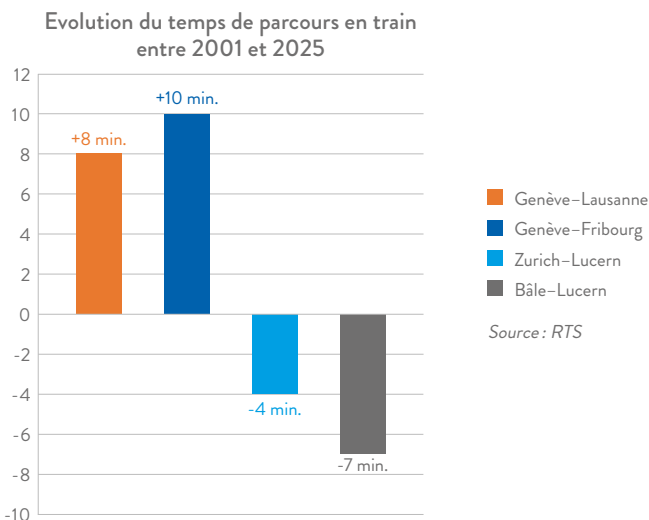
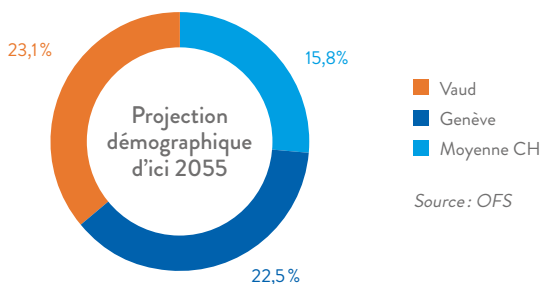
#### Constats

Genève est tristement connue pour figurer régulièrement parmi les villes les plus embouteillées au monde. En moyenne, il faut **25** minutes pour parcourir **10** kilomètres en voiture à Genève, contre **16** minutes à Berne pour la même distance. La situation n'est guère meilleure du côté des transports publics : leur vitesse moyenne est la plus lente de Suisse, avec seulement **17,46 km/h**. Enfin, selon une étude récente de la Fondation pour l'attractivité de Genève (FLAG), la mobilité, qu'elle soit routière ou ferroviaire, figure parmi les principales préoccupations des entreprises genevoises.

Sur le plan ferroviaire, Le tronçon Genève–Lausanne illustre de manière aiguë les limites actuelles des infrastructures. Plus de **670** convois y circulent chaque jour sur des installations souvent à deux voies et sans itinéraires redondants, ce qui en fait l'un des axes les plus denses d'Europe. Cette concentration extrême rend l'exploitation du réseau hautement vulnérable : le moindre incident peut entraîner des perturbations en cascade à l'échelle nationale, comme l'a démontré l'épisode du trou de Tolochenaz en 2021.

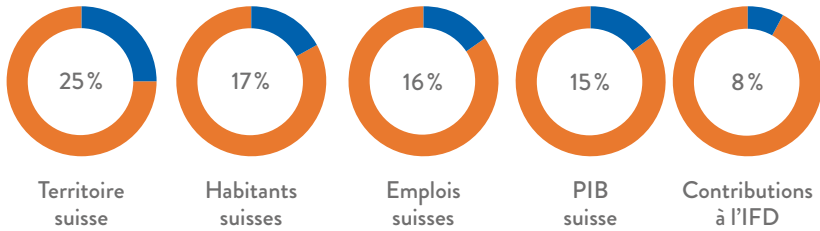
Parallèlement, le nombre de voyageurs ne cesse de croître. D'après les projections de l'Office fédéral de la statistique (OFS) du 15 avril 2025, les cantons de Genève, Vaud et Saint-Gall figureront parmi ceux qui connaîtront la plus forte croissance démographique d'ici 2055. Cette évolution impose une politique d'investissements ambitieuse de la part de la Confédération, tant pour absorber la demande que pour garantir la fiabilité du réseau. Ces investissements seront par ailleurs hautement rentables à long terme pour l'économie nationale.

La Métropole lémanique : moteur de la prospérité suisse





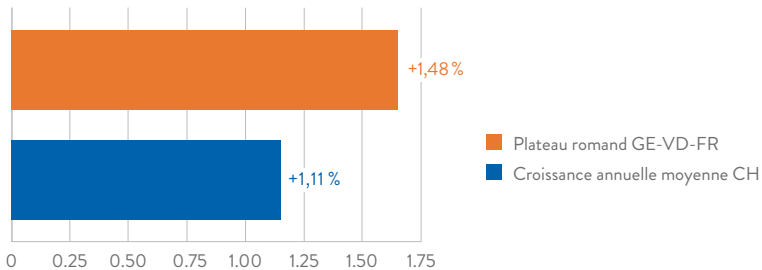
La métropole lémanique c'est :



Sources : OCSTAT, OFS, 24heures

**Équivalents plein-temps (EPT)** : de 2011 à 2023, le marché de l'emploi du Plateau romand (GE-VD-FR) a crû en moyenne de **1,48 %** par an, alors que la croissance annuelle moyenne en Suisse se situe à **1,11 %**.

Marché de l'emploi : évolution des EPT entre 2011 et 2023



Le rapport d'expertise «DETEC: Transports 2045» du professeur Weidmann de l'EPFZ, identifie les projets ferroviaires et routiers prioritaires à réaliser d'ici 2045. Concernant l'arc lémanique, région en pleine croissance, le rapport note que «ni la route ni le rail n'ont pu suivre le rythme de la croissance de ces dernières années» et que la congestion est donc déjà importante. Il est souligné que «l'absence de redondance des deux modes de transport entre Lausanne et Genève (...) rend l'axe très vulnérable».

En outre, la Traversée du Lac demeure un projet stratégique pour achever le contournement autoroutier de Genève, dont il convient d'y adjoindre une troisième voie pour désengorger le centre-ville du trafic pendulaire. D'ailleurs, le Professeur Weidmann qualifie le projet de la traversée du lac «cohérent».

En conclusion, il en ressort que l'autoroute, le rail et le trafic d'agglomération doivent être considérablement développés, l'autoroute avec des voies supplémentaires par tronçons, le rail avec une nouvelle double voie Lausanne-Genève.

Face aux besoins croissants de mobilité à l'échelle fédérale, il semble inévitable d'augmenter la dotation du Fonds d'infrastructures ferroviaires (FIF) à 24 milliards de francs, plutôt que 14 milliards, afin de garantir des investissements à la hauteur des enjeux.

## Propositions

- Doubler la ligne ferroviaire entre Genève et Lausanne sur l'ensemble du tronçon.
- Ouvrir à la circulation de la bande d'arrêt d'urgence sur l'autoroute A1 entre Nyon et le Vengeron.
- Réaliser l'élargissement à trois voies de l'autoroute de contournement entre Perly et l'Aéroport.
- Réaliser la traversée du Lac.

## Sources

1. Watson, En voiture, Genève est pire que New Dehli ou Tokyo, 2024.
2. Tribune de Genève, Les TPG, champions de la lenteur, 2025.
3. Office cantonal de la statistique, Une croissance due à la migration et un vieillissement rapide marqueront l'évolution de la population jusqu'en 2055, 2025.
4. ETH Zürich, Rapport d'expertise, DETEC: Transports 2045, Prof. Dr Ulrich A. Weidmann, Dr Michael Nold, 2025.





## 4. CHARGE ADMINISTRATIVE ET DÉLAIS DE TRAITEMENT

### Constats

Genève compte parmi les cantons où les exigences réglementaires sont particulièrement nombreuses, notamment dans les domaines de l'urbanisme, de l'énergie, de l'environnement et de l'emploi.

Selon le Baromètre de la bureaucratie du SECO (1<sup>er</sup> mars 2023), 60 % des plus de 1 500 entreprises interrogées en Suisse jugent la charge administrative «plutôt lourde» ou «lourde» — un résultat national révélant une préoccupation persistante du tissu des PME.

L'enquête conjoncturelle d'automne 2025 de la CCIG confirme ce constat à l'échelle genevoise: une majorité d'entreprises déclarent une hausse de la charge administrative au cours des dernières années, en particulier dans la fiscalité, les assurances sociales et le droit du travail.

Les répondants estiment y consacrer plusieurs jours de travail par mois, et 40 % indiquent que cette charge a augmenté, contre 4 % seulement qui perçoivent une amélioration. Ces résultats font de l'enquête CCIG une source fiable et représentative du ressenti des entreprises locales.

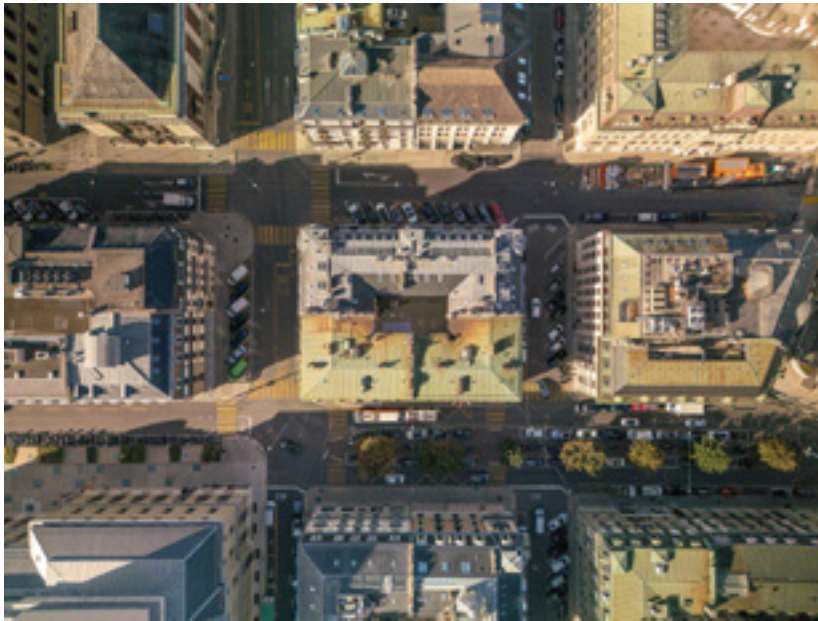
Le rapport *Doing Business 2020* plaçait la Suisse au **36<sup>e</sup> rang** mondial pour la création d'entreprise et au **20<sup>e</sup> rang** pour la facilité globale de faire des affaires. Cette position moyenne s'explique principalement par la diversité et la complexité des procédures cantonales.

L'Indicateur de compétitivité des cantons UBS 2025 souligne que Genève dispose encore d'une marge d'amélioration dans les domaines du marché du travail, du niveau des coûts et des finances publiques — trois leviers essentiels pour renforcer la compétitivité cantonale selon UBS.

Dans le domaine de la construction, Genève demeure l'un des cantons où les délais d'autorisation sont les plus longs.

D'après une comparaison établie par la Banque cantonale de Zurich (2023), le délai médian pour l'obtention d'un permis de construire atteint environ **500** jours à Genève, contre **140** jours en moyenne nationale et **330** jours à Zurich.

Ces résultats sont corroborés par Office cantonal de la statistique (OCSTAT) (2022), qui relève une médiane de **16,5** mois entre le dépôt de la demande et la délivrance de l'autorisation.



La densité du territoire genevois (près de 2 000 hab./km<sup>2</sup>) n'explique que partiellement cette lenteur : dans la ville de Zurich (≈ 5 000 hab./km<sup>2</sup>), le délai médian reste inférieur d'environ 50 %.

Malgré la numérisation progressive des procédures — les e-démarches ont été introduites dès 2018 pour les autorisations accélérées et étendues en 2021 aux procédures ordinaires et aux démolitions —, la médiane des dix dernières années stagne autour de 16 mois.

L'audit 2024 de la Cour des comptes consacré à la transition numérique du secteur confirme que, bien que 96 % des dépôts soient désormais électroniques, les gains de délai restent modestes en raison du morcellement institutionnel et du manque de coordination interservices.

Le rapport UBS 2025 souligne que la complexité administrative et les délais prolongés constituent un frein à l'investissement, notamment dans des secteurs à forte régulation tels que la construction et l'énergie, deux domaines déterminants pour la compétitivité à long terme du canton.

Par ailleurs, les retards administratifs exercent un impact direct sur la capacité d'investissement et sur la compétitivité économique.

Selon Avenir Suisse («Trop de normes ? Les coûts cachés de la réglementation», 2022), les coûts économiques liés à la complexité réglementaire pourraient représenter jusqu'à 1,5 % du PIB suisse.

De même, une étude du KOF *Swiss Economic Institute* (ETH Zurich, 2023) estime qu'une réduction de 25 % des délais administratifs pourrait accroître l'investissement privé d'environ 2 % à l'échelle nationale.

Ces estimations, bien qu'issues d'analyses nationales, illustrent les effets économiques potentiels d'une amélioration de l'efficacité administrative.

Au-delà de leur coût économique, ces lenteurs ralentissent la transition énergétique et écologique du parc bâti et retardent l'exécution des politiques publiques, alimentant la perception d'un écart entre les moyens administratifs mobilisés et les résultats tangibles obtenus.

## Propositions

- Créer un guichet unique numérique regroupant les principales démarches des entreprises (construction, fiscalité, emploi, environnement).
- Harmoniser les critères et formulaires entre services cantonaux et communaux pour réduire les redondances.

- Étendre les procédures simplifiées pour les dossiers à faible impact et expérimenter, lorsque pertinent, le principe du «silence vaut accord».
- Fixer des délais maximaux de traitement par type de procédure, alignés sur la moyenne nationale (p. ex. 140 jours pour la construction).
- Publier chaque année la durée médiane effective par type de demande afin d'assurer la transparence et la responsabilisation.
- Désigner un responsable unique de procédure pour les dossiers impliquant plusieurs services afin de limiter les blocages.
- Créer un Observatoire genevois de la charge administrative, associant les milieux économiques et les services publics, chargé d'évaluer l'impact cumulé des démarches et d'en suivre l'évolution.
- Mettre en œuvre les bonnes pratiques intercantionales documentées par le SECO (Monitoring de la bureaucratie 2023) en matière de numérisation et d'automatisation des contrôles simples.

#### Sources

1. SECO, Baromètre de la bureaucratie, 1<sup>er</sup> mars 2023.
2. CCIG, Enquête conjoncturelle d'automne 2025.
3. UBS, Indicateur de compétitivité des cantons suisses, édition 2025.
4. Banque cantonale de Zurich, Comparatif intercantonal des délais d'autorisation de construire, 2023.
5. Office cantonal de la statistique (OCSTAT), Mouvement de la construction à Genève, 2022.
6. État de Genève, E-démarches et procédures d'autorisation de construire, Service du territoire, 2024.
7. Cour des comptes GE, Audit de la transition numérique des processus post-autorisation de construire, 2024.
8. Avenir Suisse, Trop de normes ? Les coûts cachés de la réglementation, 2022.
9. KOF Swiss Economic Institute (ETH Zurich), *Administrative Burden and Economic Growth in Switzerland*, 2023.
10. World Bank, *Doing Business 2020: Switzerland*, 2020.



## 5. FISCALITÉ

### Constats

La charge fiscale à Genève figure parmi les plus élevées de Suisse. Selon les données fédérales, l'indice d'exploitation du potentiel fiscal pour les personnes physiques atteint **130**, soit **30 %** au-dessus de la moyenne suisse, nonobstant la baisse d'impôts sur le revenu, entrée en vigueur en 2025. Ces éléments nourrissent le sentiment que la compétitivité de Genève s'érode au profit d'autres cantons et d'autres villes étrangères plus attractifs.

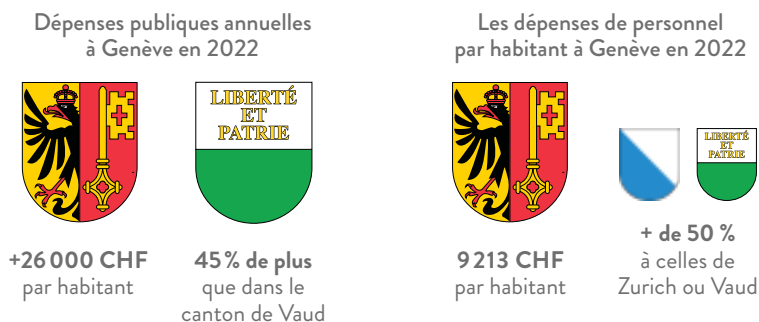
Néanmoins, il convient de ne pas réduire le débat à une simple question de «trop d'impôts». Les dépenses publiques soutiennent des services essentiels (éducation, santé, sécurité, infrastructures) qui contribuent au bien-être général et à la stabilité du tissu social. Certains avancent donc, à juste titre, que la comparaison avec d'autres cantons doit prendre en compte la qualité et l'ampleur des prestations offertes à la population.

Il serait réducteur d'attribuer la hausse des dépenses publiques à une simple dérive budgétaire. Plusieurs facteurs structurels expliquent cette augmentation: le vieillissement de la population génère des coûts

supplémentaires pour la santé et la prévoyance, la pression démographique alimente la demande en logements et en infrastructures scolaires, tandis que les défis liés à l'intégration sociale et à la précarité nécessitent des moyens accrus. Les investissements dans la transition écologique et la sécurité participent également à cette dynamique.

Toutefois, même en tenant compte de ces évolutions, le niveau des dépenses à Genève demeure exceptionnel par rapport à d'autres cantons suisses de taille et de profil économique comparables. Cela s'explique par une absence de maîtrise structurelle des coûts, qui va au-delà des seuls besoins légitimes de la population. Il s'agit donc de distinguer entre les dépenses indispensables et celles qui relèvent d'une extension continue du périmètre étatique, sans lien direct avec l'évolution des besoins réels.

En effet, selon une étude de l'Institut CREA (HEC Lausanne) mandatée par Fondation pour l'attractivité du canton de Genève (FLAG), en 2022, les dépenses publiques annuelles à Genève s'élèvent à plus de **26 000 francs** par habitant, soit **45 %** de plus que dans le canton de Vaud. Les dépenses de personnel par habitant (**9 213 francs**) sont supérieures de plus de **50 %** à celles de Zurich ou Vaud. Ce décalage s'explique par un nombre de fonctionnaires plus élevé et des salaires médians supérieurs (**9 068 francs**).



Le modèle fiscal genevois repose sur ce que l'on appelle une pyramide fiscale inversée. Concrètement, cela signifie qu'une faible minorité de contribuables (particuliers et entreprises) supporte la majeure partie des recettes fiscales du canton. Par exemple, environ **1,3 %** des contribuables paient près de **80 %** de l'impôt sur la fortune, et **4,4 %** couvrent plus de la moitié de l'impôt sur le revenu, selon l'administration fiscale cantonale du canton de Genève. À l'inverse, plus d'un tiers des contribuables ne paient aucun impôt sur le revenu.

Ce déséquilibre rend les finances publiques vulnérables: le départ ou la délocalisation de quelques grands contributeurs, ainsi que cela s'est récemment produit, peut entraîner un manque à gagner considérable, obligeant soit à augmenter les impôts pour tous, soit à réduire fortement les prestations publiques. Il s'agit donc d'un modèle instable, qui dépend de la fidélité et de l'attractivité du canton pour une minorité stratégique. Il convient dès lors d'élargir l'assiette fiscale répondre efficacement à cette fragilité. Pour cela, la pression fiscale doit être réduite afin d'attirer de nouveaux contribuables et surtout pour conserver ceux, présents, qui contribuent considérablement.

## Propositions

- Baisser considérablement l'impôt sur la fortune afin de rester compétitif vis-à-vis d'autres cantons suisse et d'autres pays qui ne connaissent pas d'impôts sur la fortune.
- Alléger l'imposition de l'outil de travail afin de favoriser l'investissement au sein des entreprises genevoises.
- Diminuer l'imposition des hauts revenus afin d'élargir l'assiette fiscale en attirant de nouveaux contribuables et réduire la dépendance de ceux présents sur le territoire.
- Adopter un frein au déficit et un frein aux engagements prenant en compte les critiques formulées à l'égard des deux projets similaires refusés en votation en septembre 2025.
- Mettre en place sans délai des dispositifs fiscaux cantonaux adaptés afin de préserver la compétitivité des entreprises concernées par l'application du taux d'imposition minimal de l'OCDE.

## Sources

1. Administration fédérale des finances (AFF), Indice 2025 de l'exploitation du potentiel fiscal, 2025.
2. Institut CREA d'économie appliquée, Université de Lausanne, Une analyse de l'état des finances publiques du canton de Genève, 2025.
3. Grand Conseil Genève, Réponse du Conseil d'Etat à la question écrite urgente de Vincent Subilia: Départs de gros contribuables: quel risque pour Genève ?, 2025.



## CONCLUSION:

### Agir aujourd'hui pour garantir la prospérité de demain

Genève est à un point de bascule. Nous pouvons soit subir passivement l'érosion de notre compétitivité, soit prendre notre destin en main. L'inaction n'est plus une option. Les défis identifiés – lourdeur administrative, paralysie de la mobilité, insécurité, pénurie d'espace, et fardeau fiscal – ne sont pas des fatalités, mais les conséquences de choix qui peuvent et doivent être corrigés.

Le manifeste de la CCIG n'est ni un réquisitoire ni un catalogue de doléances. C'est une feuille de route constructive et une contribution responsable au débat public. Les réformes que nous proposons sont parfois ambitieuses mais nécessaires.

La mise en œuvre de ces réformes n'a d'autres buts que celui, pour Genève de demeurer un canton où il fait bon vivre, entreprendre et innover pour les décennies à venir.



## LES 160 ANS DE LA CCIG



AG 2025



## LES GRANDS PRIX DE L'ÉCONOMIE

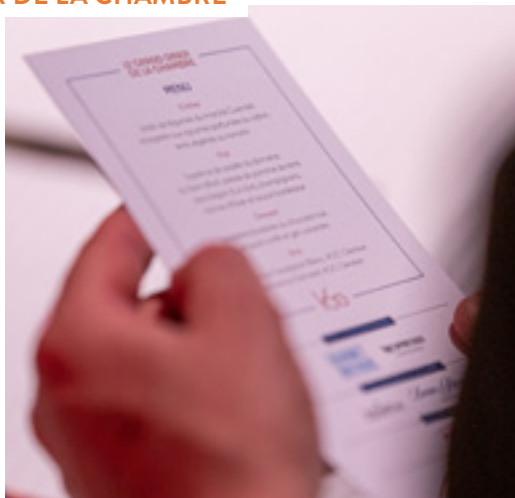




## LES GRANDS PRIX DE L'ÉCONOMIE



## LE GRAND DINNER DE LA CHAMBRE





Chambre de commerce, d'industrie  
et des services de Genève

Depuis 1865

Assurer une économie forte

Promouvoir les entreprises membres

Maison de l'économie

Bd du Théâtre 4 – 1204 Genève

Tél. +41 22 819 91 11

[www.ccig.ch](http://www.ccig.ch)

